

RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION



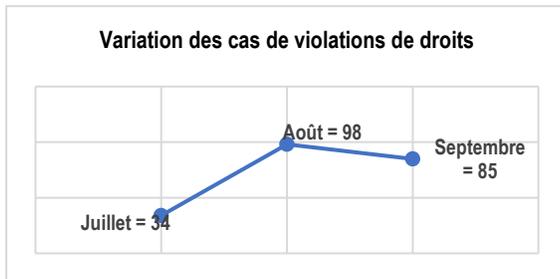
CENTRE-NORD

SOMMAIRE

- I. Contexte/points saillants
- II. Zones couvertes
- III. Caractéristiques des mouvements de population
- IV. Situation sécuritaire dans les zones couvertes
- V. Incidents de protection dans les zones couvertes
- VI. SGBV
- VII. Appui psychosocial
- VIII. Protection de l'enfance
- IX. Personnes ayant des besoins spécifiques (PBS)
- X. Etat de droit
- XI. Protection basée sur la communauté - comités de protection
- XII. Leaders communautaires/autorités locales/société civile
- XIII. Système de partage d'information et coordination
- XIV. Recommandations générales

SEPTEMBRE 2020

I. CONTEXTE/POINTS SAILLANTS

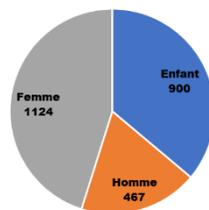


Le mois de septembre a été marqué par une dégradation de la situation sécuritaire dans la région du Centre Nord, caractérisée par la survenue de trois (03) incidents sécuritaires dans la commune de Barsalogo, respectivement à Toékoundi (village situé à quinze (15) kilomètres de Barsalogo, sur l'axe Barsalogo-Foubé ; à Hilga [village situé à quinze (15) km de Foubé et 80 km de Barsalogo]), à Doffi (village situé à douze (12) kilomètres de Dablo). Ces différentes attaques ont été perpétrées par des groupes armés non identifiés (GANI) sur les populations civiles dont les PDI et les volontaires pour la défense de la patrie (VDP) avec des cas de séquestrations, vols, viols, enlèvements et meurtres enregistrés.

PDI monitorées



Personnes touchées par les sensibilisations



En plus des incidents sécuritaires, la région du Centre-Nord dans son ensemble, et particulièrement les communes de Kaya (secteurs 2 ; 4 ; 6 et 7) et de Tougouri ont subi des inondations respectivement le

II. ZONES COUVERTES

* ACTIVITES DE MONITORING

Les moniteurs de protection ont, effectué quatre-cent-trente-cinq (435) sorties de monitoring dans vingt-une (21) communes de la région.

Dans ces communes, ils y ont mené un certain nombre d'activités que sont : la mise en place de



techniciens d'appui communautaire (TAC), l'identification, l'enregistrement et l'élaboration des notes au dossier pour la prise en charge des cas individuels de protection et des personnes à besoin spécifiques (PBS), des visites à domicile (VAD) aux cas individuels de protection et aux PBS, les séances de sensibilisation sur des thématiques diverses allant des situations de protection à la prévention contre la COVID-19, la cartographie des services, des visites aux autorités administratives, coutumières et religieuses, etc.

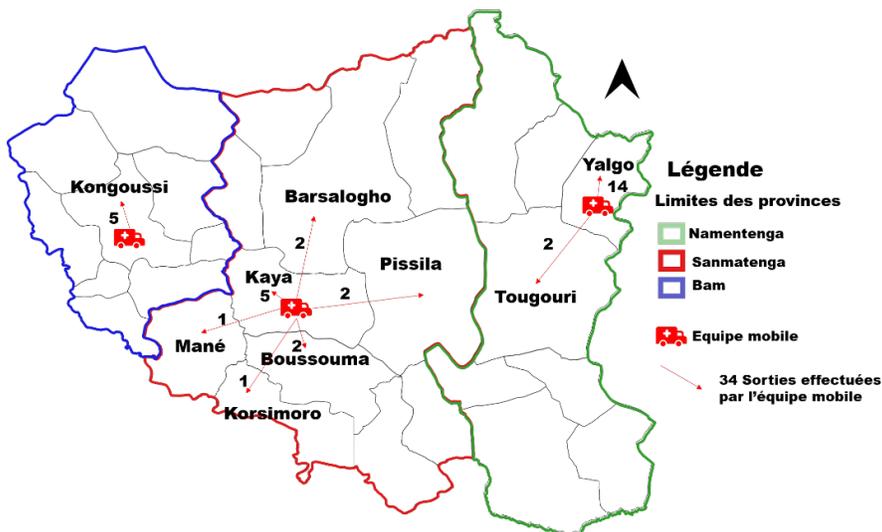
Il faut noter qu'avec la saison hivernale, certaines localités (Mané, Bouroum, Pensa, Namissiguima, Dargo, Dem, etc.) sont inaccessibles à cause du mauvais état des voies. A titre illustratif, la mise en place du TAC du village de Dem a été reportée à deux (02) reprises suite aux pluies diluviennes des 5 et 7 septembre 2020 qui ont rendu le village inaccessible.

En sus, la dégradation de la situation sécuritaire notamment dans la commune de Dablo et de Barsalogo n'a pas favorisé la mise en œuvre de certaines activités comme l'identification, l'enregistrement des cas individuels de protection dans les villages de Dablo. Avec cette situation, les moniteurs de protection ont été obligés de parcourir plus de distances qu'il n'en fallait pour collecter des informations.

* **ACTIVITES DES EQUIPES MOBILES DE PRISE EN CHARGE DES SURVIVANT(E)S DE SGBV**

ICAHN-International dispose de trois (03) équipes mobiles dans le cadre des réponses à apporter aux survivant(e)s de SGBV dont une équipe mobile par province. L'équipe mobile de la province du Sanmatenga est basée à Kaya ; celles du Namentenga et du Bam sont respectivement basées à Yalgo et à Kongoussi. A l'exception de l'équipe mobile de Kongoussi qui est composée d'une gestionnaire de cas et d'un chauffeur, les autres équipes sont composées, chacune, d'un gestionnaire de cas, d'un psychologue et d'un chauffeur.

Les équipes mobiles ont, durant la période sous revue, effectué trente-quatre (34) sorties.



En fonction des besoins ou des cas identifiés ou sur leur propre initiative, les équipes se déploient sur le terrain. Un espace sûr et paisible est identifié pour l'écoute attentive des cas en souffrance et l'équipe évalue ensemble l'urgence de la situation et détermine les besoins et les orientations à donner pour la réponse commandée par l'urgence de la prise en charge. La sensibilisation et l'identification sont faites par les moniteurs, les mobilisateurs communautaires, les comités de

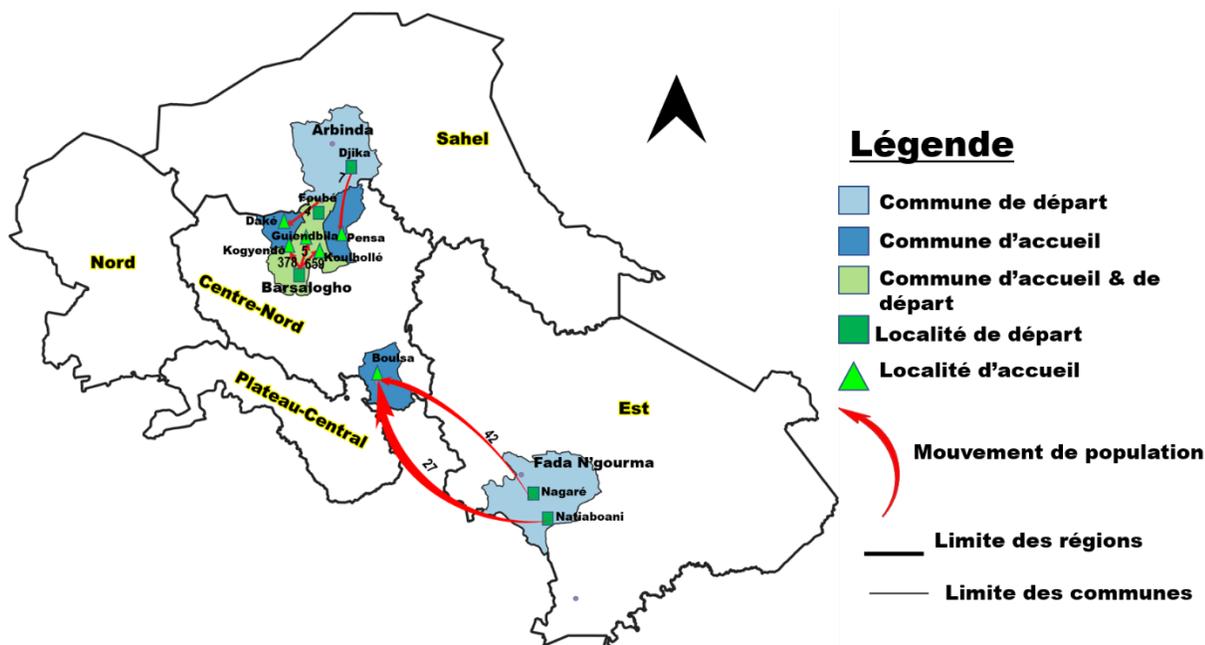
protection, les techniciens d'appui communautaire. Des cas peuvent aussi provenir de situations de référencement. C'est ensuite que les équipes mobiles, alertées, prennent action sur les cas identifiés.

Au compte des difficultés rencontrées, nous avons entre autres :

- les intempéries qui peuvent interrompre les écoutes lorsqu'elles ont lieu dans des espaces non couverts ;
- la situation sécuritaire très instable et volatile qui rend certaines zones inaccessibles (Dablo, Foubé, etc.).
- Les représentations ou perceptions sociales sur les SGBV non favorisantes, qui interdisent parfois ou ne permettent pas toujours aux femmes de s'exprimer ou de parler de leur situation de victime (situations qui rendent, quelques fois, difficile l'identification des cas.

III. CARACTERISTIQUES DES MOUVEMENTS DE POPULATION

Sept (7) mouvements de populations ont été enregistrés dans quatre (4) communes de la région du Centre-Nord : Barsalogo (3), Boulsa (2) attaques, Dabla (1), Pensa (1). La carte ci-dessous récapitule la situation du mois de septembre :



Malgré la situation sécuritaire instable, nous notons l'amorce des retours dans deux (2) villages. Il s'agit des villages de Koulhollé et de Kogyendé situés respectivement à 18 et 15 km de Barsalogo. Au total, quatre-vingt-quatorze (94) ménages de 1037 personnes ont dû effectuer un retour dans leur village d'origine. Tous ces ménages avaient pour localité d'accueil Barsalogo suite aux attaques terroristes perpétrées dans leurs villages. Si les femmes et les enfants ont initié ces retours d'abord par intermittences au début de l'hivernage pour cultiver, ils s'y sont progressivement installés et ont été rejoints par les hommes une fois la perception du danger éloigné. Ces familles revenaient souvent prendre leur dotation en vivres. Ces populations éprouvent d'énormes difficultés de réinsertion, car ayant tout perdu lors des attaques et de leur déplacement forcé. Ces retournées expriment des besoins en AME et en AGR. En attendant les récoltes. Ils espèrent être soutenus en vivres.

En outre, trois (3) ménages de seize personnes ont effectué un mouvement secondaire à cause de la sécurité précaire et de difficultés d'insertion à Dabla où ils se sont d'abord réfugiés. C'est lors d'un second mouvement qu'ils ont rejoint leurs proches sur le site N°3 de Barsalogo. Ces ménages expriment des besoins en abris, vivres, AME et AGR.

Par ailleurs, il est utile, à titre d'information, de signaler la présence, à Boulsa, de neuf (9) ménages dont huit (8) en provenance de Nagré (Fada) et un (1) de Natiaboani (Fada) installés dans des familles d'accueil, au secteur n°5 suite aux attaques dans la commune de Fada en août 2020. Ces familles, rencontrées durant le mois de septembre, ont été enregistrées par le service communal de Boulsa à leur arrivée et prises en charge de l'action humanitaire. L'évaluation rapide des besoins urgents menée par le moniteur a permis d'identifier comme besoins les vivres, les abris et les AME.

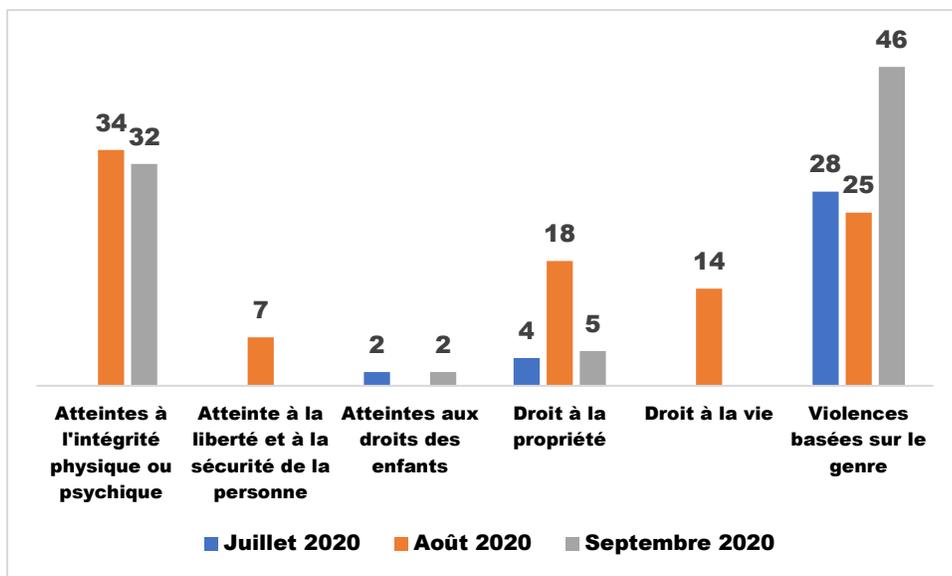
IV. SITUATION SECURITAIRE DANS LES ZONES COUVERTES

Trois (3) incidents sécuritaires ont été enregistrés :

- A Toékoundi, deux (02) femmes PDI originaires dudit village, vivant à Barsalogo, à la recherche de bois de chauffe y ont été attaquées et violentées le 7 septembre 2020, aux environs de quatorze (14) heures. C'est alors qu'elles récupéraient le bois lorsqu'elles ont été poursuivies des hommes armés non identifiés. Si l'une des femmes a pu s'enfuir, l'autre a été rattrapée et violée avant d'être relâchée. Elles se sont rendues au CMA de Barsalogo pour des soins d'urgence. Un appui psychosocial leur a été apporté par l'équipe mobile de Kaya.
- A Hilga, village situé à quatre-vingts (80) kilomètres de Barsalogo, une embuscade tendue par deux (2) groupes armés non identifiés (GANI) d'une quarantaine d'hommes, le 21 septembre 2020, aux environs de quinze (15) heures, aurait fait deux (2) morts, deux (2) blessés et trois (3) disparus du côté des volontaires (VDP) en patrouille de sécurisation. Les forces de défense et de sécurité (FDS) venues en renfort auraient permis l'évacuation des deux blessés au CSPS de Foubé. Trente-un (31) VDP (y compris les blessés) ont pu regagner Hilga.
- A Doffi, localité située à douze (12) kilomètres de Dablo, trois (3) tricycles (provenant de Dablo et de Kaya) transportant quinze (15) PDI et un (1) commerçant à moto (provenant de Barsalogo) auraient été interceptés par des hommes armés non identifiés le 24 septembre 2020, aux environs de seize (16) heures. Si deux (2) chauffeurs de tricycles ont pu s'enfuir en abandonnant leurs engins, trois (3) élèves ont vu leurs cahiers être déchirés. Deux (2) tricycles ont été brûlés par les assaillants. A l'aide du troisième (celui de Kaya), ils auraient conduit 15 passagers à Zambila, village situé à 6 km de Doffi avant d'emmener, avec eux, le chauffeur du tricycle provenant de Kaya et le commerçant (cf. bimensuel de septembre pour plus de détails).

V. INCIDENTS DE PROTECTION DANS LES ZONES SOUS COUVERTURE

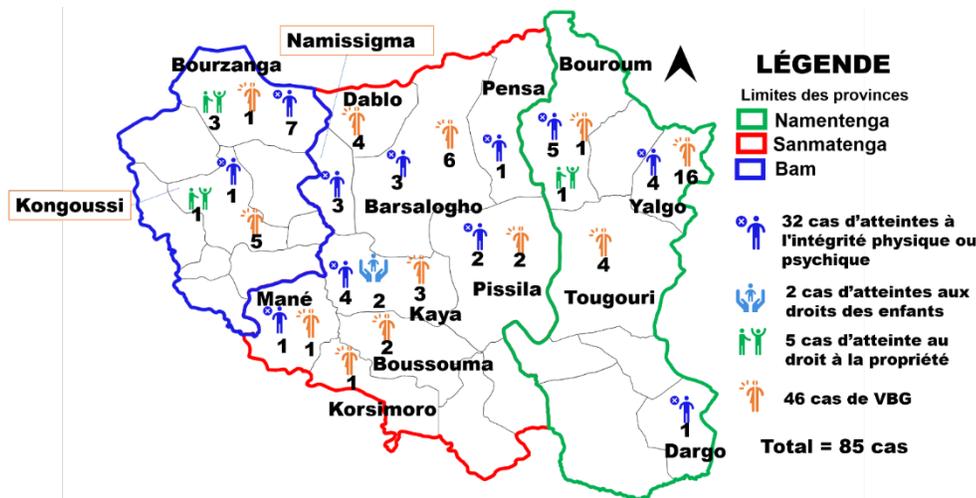
Quatre-vingt-cinq (85) cas de violations de droit ont été enregistrés et répartis comme suit : violences basées sur le genre (46), droit à la propriété (5), atteintes aux droits des enfants (2) et atteintes à l'intégrité physique ou psychique (32).



L'on note une légère baisse des cas individuels de protection par rapport au mois d'août 2020 qui étaient de quatre-vingt-dix-huit (98) cas. Alors que les atteintes au droit de propriété prédominaient en août (18 cas contre 5 en septembre), nous observons par contre une hausse au niveau des VBG qui sont passées de 25 cas en août à

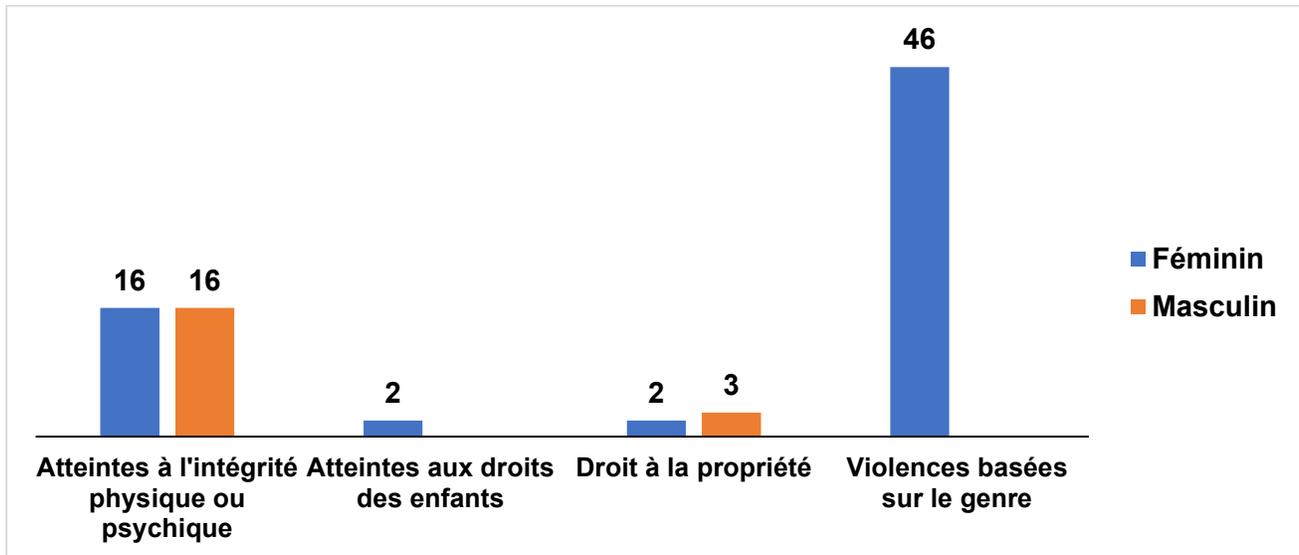
quarante-six (46) cas en septembre. Il faut signaler qu'avec la résurgence des attaques au Centre Nord, avec ses corollaires de viols et autres violations, les populations abandonnent à nouveau leurs biens.

Toujours est-il que les séances de sensibilisation menées par les moniteurs et les comités de protection se poursuivent dans toutes les localités sous couverture avec pour objectifs de sensibiliser les populations, de participer à la réduction des cas de protection et d'améliorer les statistiques. Pour sa part, l'Etat, à travers ses forces armées, poursuit ses actions visant à sécuriser les zones conflictuelles ou difficiles. Dans ce sens, les FDS mèneraient, actuellement, une opération de sécurisation dans la zone de Barsalogo baptisée « Opération restauration » qui viserait à prendre le contrôle de cette partie de la région du Centre-Nord, épice de des attaques, embuscades, enlèvements perpétrés par les GANI.



54,11% des violations de droits enregistrées

au cours du mois de septembre 2020 sont liés au VBG. Cette prépondérance s'expliquerait par les situations d'attaques de GANI, mais surtout par les nouvelles donnes familiales. Le manque de ressource (surtout chez les hommes) pour subvenir aux charges de leurs familles exacerbe et engendre des tensions/conflits au sein des couples. On ne peut omettre la situation précaire due au rang ou statut social accordé à la femme, aux us et coutumes qui la marginalisent et la fragilisent.



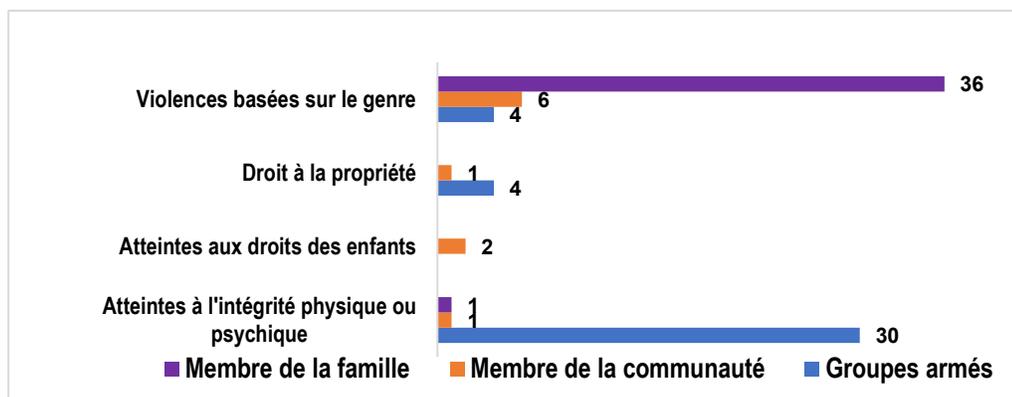
Les femmes restent les plus exposées (victimes) aux violations de droit, particulièrement aux VBG. En effet, soixante-six (66) des cas de violations (77,65%) ont été commises sur des femmes.

Durant cette période sous revue, la commune de Yalgo a enregistré plus de cas de violations de droits commises sur les femmes et les filles soit 20 cas individuels de protection identifiés, dont 16 violences basées sur le genre et quatre (4) atteintes à l'intégrité physique et psychique. Les violences psychologiques/affectives et les dénis de ressources et d'opportunités constituent les types de violences basées sur le genre les plus récurrents à Yalgo.

Il ressort des informations rapportées au cours des activités de monitoring que 88,23% des cas de violations ont été commises sur des PDI. L'on note une prédominance des cas de violences basées sur le genre et d'atteintes à l'intégrité physique qui représentent 92% des violations de droits commises sur les PDI. La situation sécuritaire de la région du Centre-Nord et celle précaire des PDI ne sont pas étrangères à cet état de fait.

	Personne Déplacée Interne	Population hôte	Total général
Barsalogo	9		9
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	3		3
Violences basées sur le genre	6		6
Bouroum	7		7
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	5		5
Droit à la propriété	1		1
Violences basées sur le genre	1		1
Bourzanga	11		11
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	7		7
Droit à la propriété	3		3
Violences basées sur le genre	1		1
Boussouma	1	1	2
Violences basées sur le genre	1	1	2
Dablo	4		4
Violences basées sur le genre	4		4
Dargo	1		1
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	1		1
Kaya	7	2	9
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	3	1	4
Atteintes aux droits des enfants	1	1	2
Violences basées sur le genre	3		3
Kongoussi	6	1	7
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	1		1
Droit à la propriété	1		1
Violences basées sur le genre	4	1	5
Korsimoro		1	1
Violences basées sur le genre		1	1
Mane	2		2
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	1		1
Violences basées sur le genre	1		1
Namissigma	3		3
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	3		3
Pensa	1		1
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	1		1
Pissila	3	1	4
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	1	1	2
Violences basées sur le genre	2		2
Tougouri	1	3	4
Violences basées sur le genre	1	3	4
Yalgo	19	1	20
Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	4		4
Violences basées sur le genre	15	1	16
Total général	75	10	85

Les auteurs présumés sont les groupes armés (44,71%), les membres de la famille (43,53%) et les



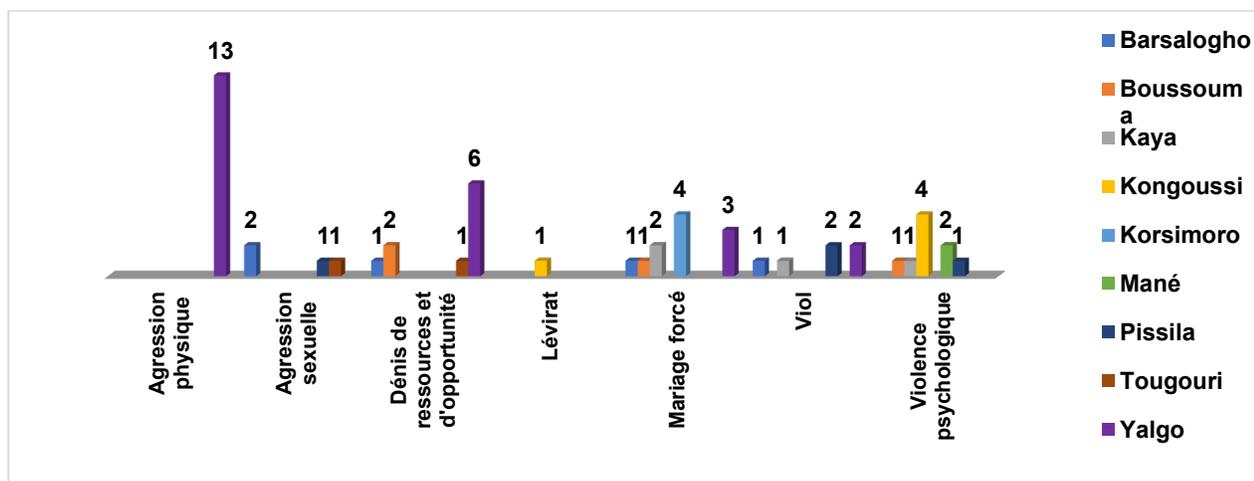
membres de la communauté (11,76%). On note que 78,95% des atteintes à l'intégrité physique et psychique ont été commises par les groupes armés (avant, pendant, après le

déplacement). Cette situation est aussi liée à la recrudescence des attaques des GANI. Au cours de cette période, l'on a dénombré trois (03) incidents sécuritaires les impliquant. 97,30% des violences basées sur le genre sont du fait des membres de la famille de la victime. La paupérisation des familles explique cette forte proportion de violences engendrées par les hommes qui n'arrivent pas à subvenir aux charges familiales et subissent les multiples requêtes de la part de leurs conjoints ; ce qui engendre des conflits/tensions au sein des familles.

VI. SGBV

4.1. Identification des survivant(e)s de SGBV

Au cours de la période sous revue, les équipes mobiles de l'ICAHN-International ont pu identifier cinquante-quatre (54) survivantes de SGBV comme l'atteste la figure ci-dessous :



A Barsalogo, les incidents de VBG (1 viol et 2 agressions sexuelles) ont été perpétrés par des GANI alors que les survivantes étaient à la recherche de bois de chauffe dans la brousse pour leur commerce. La commercialisation du bois de chauffe étant leur principale source de revenus, ces femmes sont privées de leur activité et sont doublement éprouvées/violées (physiquement et psychologiquement). En conséquence, elles développent des traumatismes et l'intervention de l'équipe mobile devient vitale pour une prise en charge psychosociale de ces survivantes, à la suite de la prise en charge médicale.

Les agressions physiques sont significatives à Yalگو (13 cas), car certains hommes reviendraient bredouilles, sans argent de leur quête de ressources sur les sites d'orpillage. Cette situation les rendrait nerveux envers leurs partenaires qui ne demandent que l'homme assume son rôle de chef de la famille en pourvoyant aux besoins des siens. Cette situation conduirait parfois à des violences (injures et coups). ICAHD compte accentuer les sensibilisations sur les thématiques de VBG (causes et conséquences des SGBV) dans ces zones et ébaucher sur des activités ou projets qui pourraient sortir certains hommes de l'oisiveté et de l'inactivité afin de recouvrer leur dignité et leur place au sein de la cellule familiale.

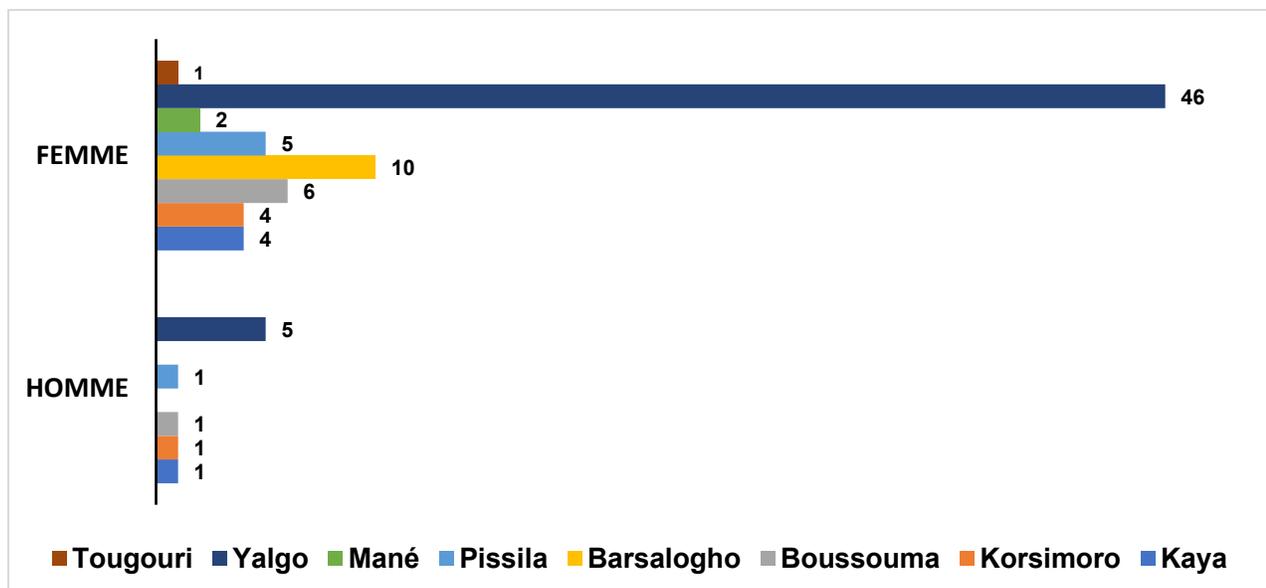
4.2. Assistanes apportées aux survivant(e)s des SGBV

Les cas enregistrés au cours du mois ont bénéficié systématiquement de l'assistance psychosociale. Il est question d'être prompt à fournir, dans un bref/meilleur délai (l'équipe mobile aide à cela), un soutien émotionnel aux cas enregistrés et à établir un plan de suivi. Ce soutien émotionnel vise à soulager ces personnes en leur prêtant une oreille attentive et en manifestant un intérêt particulier à leurs situations. En sus, dix (10) survivantes de SGBV ont bénéficié d'une prise en charge médicale comme l'atteste le tableau ci-dessous :

LOCALITÉ	NOMBRE DE CAS BÉNÉFICIAIRES	TYPLOGIE	DESCRIPTION
Barsalogo	3	Viol et agressions sexuelles	Elles se sont rendues au CMA où elles ont reçu des soins. Des prélèvements ont été faits conformément au protocole pour des examens afin d'éviter des complications.
Pissila	3	Agression sexuelle	Elles ont été orientées vers le CSPA pour les soins. Parmi elles, une a été diagnostiquée avec une fistule obstétricale et devrait être évacuée sur Ouagadougou pour une prise en charge par la clinique SHIPHRA.
Kaya	1	Viol	La survivante a été conduite au CHR de Kaya pour des examens qui ont été effectués (processus en cours).
Tougouri	1	Agression sexuelle	Référencement a été fait à CSSI (partenaire santé du HCR)
Yalگو	2	Agression physique	Référés au CSSI

VII. APPUI PSYCHOSOCIAL

Quatre-vingt-sept (87) cas individuels de protection ont été écoutés dont 49 cas de VBG. Le graphique, ci-dessous, montre la répartition des cas par localité et par sexe :



Les écoutes ont concerné 9 hommes et 78 femmes. Ce taux de 10,34% d'hommes semble faible, mais reste important. Il indique que les hommes ne sont pas épargnés et sont aussi victimes de VBG.

La répartition par localité indique que la commune de Yalگو enregistre le plus grand nombre de cas avec cinquante-un (51) cas (46 femmes et 5 hommes), résultat d'une attention particulière durant la période, de la synergie entre les cas pris en charge par l'équipe mobile et ceux reçus uniquement par le psychologue pour d'autres problématiques hors VBG. La présence de l'équipe mobile et la promptitude dans les interventions assurent une bonne couverture de la zone et une meilleure prise en charge.

Barsalogho enregistre dix (10) cas pris en charge (11,49%) avec 5 cas de VBG. Elle fait l'objet d'incessantes attaques de GANI qui commettent des violations surtout sur les femmes lors des déplacements ou d'activités comme la recherche du bois de chauffe, de l'eau, de vivres dans leurs localités d'origine. Les 85 cas ont bénéficié d'une prise en charge psychologique à travers l'écoute active et la pratique de certaines techniques brèves (respiration profonde, changement de discours, renforcement de l'estime de soi, pour atténuer les signes ou troubles présentés. Les troubles diagnostiqués ont été consignés dans le tableau ci-dessous :

Troubles diagnostiqués	Groupe d'âges (ans)	Masculin		Féminin		Total	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Le Stress Post-Traumatique (SPT)	18-59	2	10,26	45	89,74	47	51,32
Stress Aigu	18-59	3	37,5	7	62,5	10	10,53
L'Anxiété Généralisée (AG)	18-59	3	33,33	19	66,67	22	27,63
Troubles psychotiques	18-59	0	0	2	100	2	2,63
Dépression	18-59	1	16,67	5	83,33	6	7,89
TOTAL		9		78		87	100

51,32% des cas que nous avons pris en charge présentent un tableau de stress post traumatique contre 10,53% de stress aigu et 27,63% d'anxiété généralisée, 2,63% de troubles psychotiques et 7,89% de dépression.

10,53% des cas présentent un tableau de stress aigu. C'est par exemple la situation de trois (3) femmes, parties à la recherche de bois de chauffe et de légumes pour leur commerce qui ont été la cible des GANI le 07/09/2020 dans la commune de Barsalogo. Victimes d'incidents de VBG (1 cas de viol et 2 cas d'agressions sexuelles), elles étaient encore dans l'expression des réactions immédiates (troubles du sommeil, peur intense, des crises de larmes avec des pleurs, etc.) lorsque l'équipe les a reçues pour bénéficier de soutien émotionnel, de psychoéducation sur le stress aigu et de techniques de réassurance en vue d'un amendement des réactions qu'elles présentaient. Elles ont également toutes bénéficié de l'assistance médicale dans les 72 heures.

Quant au 51,32% de stress post traumatique, différentes problématiques ont été décelées à savoir d'anciens incidents de VBG (viol, agression sexuelle, agression physique, mariage forcé, lévirat), des problèmes de deuils (perte d'un ou de plusieurs parents ou de biens) et l'exposition aux bruits des armes à feu non exprimés et mal vécus.

27,63 % d'anxiété généralisée sont des cas qui ont exprimé des inquiétudes par rapport à la gestion du quotidien et les stratégies pour y parvenir.

7,89% de dépression réactionnelle ont été observées chez des cas qui ont perdu une personne chère suite à cette crise humanitaire, prisonnier d'un processus de deuil inachevé. Tous ont bénéficié de soutien psychologique pour leur permettre de sortir du labyrinthe du deuil.

VIII. PROTECTION DE L'ENFANCE

Dans la commune de Kaya, des entretiens individuels menés avec cinq (5) femmes ont permis de dénombrier trente-trois (33) enfants (0-17 ans) sans extraits de naissance (quinze (15) les ayant perdus lors de la fuite et dix-huit (18) jamais déclarés). Cette situation n'est qu'un pan de la situation des enfants PDI de la région du Centre-Nord qui, majoritairement, vivent les mêmes réalités et risquent d'être exclus du système éducatif si rien n'est fait pour faciliter l'obtention desdits documents. Pour ce qui est de la scolarisation des enfants, sur trente-un (31) enfants des 5 ménages en âge d'aller à l'école (6 à 16 ans), seulement cinq (5) y vont (tous du primaire) et huit (8) déscolarisés.

Avec la saison hivernale, certains espaces « Amis des Enfants » auraient suspendu leurs activités ou fonctionneraient au ralenti à Kaya. Néanmoins, certains enfants se retrouvent, malgré l'absence des animateurs, pour jouer ; c'est le cas de l'Espace Amis des Enfants du secteur 4 de Kaya (à 300 m du bureau de AVAD).

A l'issue de focus group avec des enfants à Yalگو, Bouroum et Tougouri, 190 enfants ne disposant pas de documents d'identité ont été dénombrés. Les raisons avancées sont les pertes lors du déplacement, l'insuffisance de moyens financiers, la distance avec les services d'état civil. Ainsi, soixante-quinze (75) enfants sont sans documents à Bouroum, quatre-vingts (80) à Yalگو, et trente-cinq (35) à Tougouri. Sur la question de l'éducation des enfants, on note une grande déscolarisation dont les raisons seraient entre autres le déplacement, le manque de ressources financières pour certains et la négligence pour d'autres.

A Bouroum, lors d'un focus group avec des enfants, sur 122 enfants, seulement 49 étaient encore scolarisés (40%). En plus, les enfants sont exposés paludisme en cette période de moustiques. Aussi, avec l'ignorance de la gratuité des soins pour les enfants de bas âge par les parents qui compliquerait la situation, les sensibilisations menées sur le terrain par les moniteurs et les comités de protection prennent désormais en compte cette donnée dans le cadre de la prévention.

IX. PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)

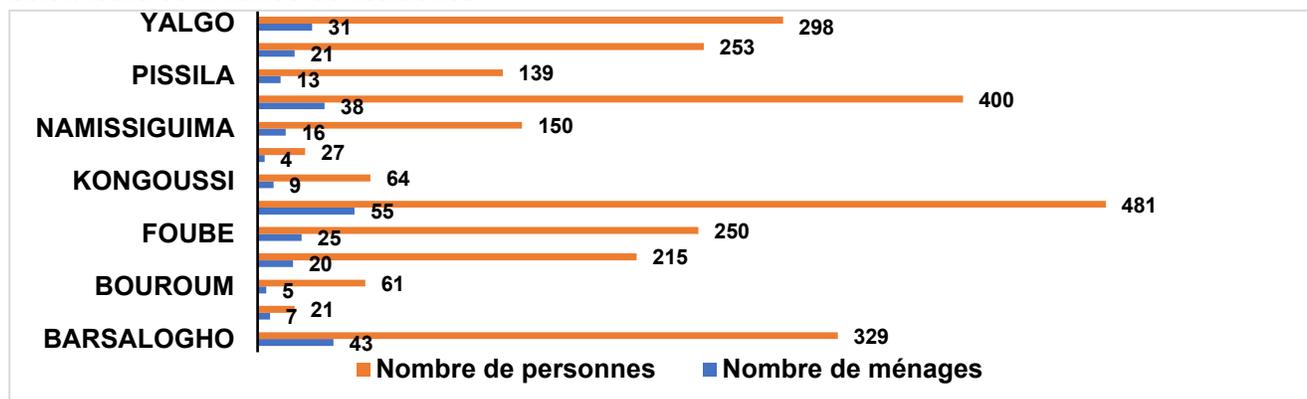
❖ IDENTIFICATION DE PBS

Au cours du mois de septembre 2020, les moniteurs de protection ont identifié cinq cent six (506) ménages vulnérables de quatre mille cent quatorze (4114) personnes à besoins spécifiques.

Communes	Besoins spécifiques de protection juridique physique	Condition médicale sérieuse	Enfant à risque	Femmes en situation à risque	Handicap	Parent isolé ou personne isolée responsable de subvenir aux besoins	Personne âgée à risque	Torture	Unité de la famille	Violence sexuelle et sexiste (SGBV)	Personnes vulnérables	Total général
Barsalogo		2		33	4	1	8			1	9	58
Boala		2		5	1						3	11
Bouroum	1	5		2	3		17		1			29
Bourzanga				4			3					7
Boussouma		1	1	8		1	7		4	6	28	56
Dablo		1		2						3	1	7
Dargo				6								6
Kaya		7	1	68	7		30	4		2	18	137
Kongoussi		3		9	4		4					20
Korsimoro			1	5	3	1	5			4	2	21
Mane				9			5		1		1	16
Nagbingou	2			1	3		3					9
Namissigma				2	2		3				1	8
Pensa				3	1		1					5
Pissila		11		11	5		5			2	2	36
Tougouri	2	4		4	8	2	14			4		38
Yalgo		3		29	2	1	7					42
Total général	5	39	3	201	43	6	112	4	6	22	65	506

❖ REPONSES APPORTEES

Durant la période sous revue, deux cent quatre-vingt-sept (287) ménages vulnérables, soit deux mille six cent quatre-vingt-huit (2688) personnes à besoins spécifiques ont bénéficié d'une assistance en CBI. La figure, ci-dessous, décline le nombre de ménages et de personnes assistées selon leurs communes de résidence.



X. ETAT DE DROIT

Nonobstant la situation sécuritaire, on assiste à une mise en œuvre des activités régaliennes de l'Etat dans les différentes communes sous contrôle gouvernemental où les personnes déplacées internes ont un égal accès aux services sociaux de base au même titre que celles de la communauté hôte. Toutefois, certaines zones (Foubé, Dablo, etc.) échappent encore au contrôle de l'Etat ; ce qui mettrait à mal l'Etat de droit (respect des normes juridiques et leur équitable accès).

Certaines collectivités territoriales (Barsalogho), de concert avec les structures déconcentrées de l'Action Humanitaire et des préfectures, facilitent le rétablissement de documents d'identification ou administratifs des PDI perdus au cours de leurs déplacements.

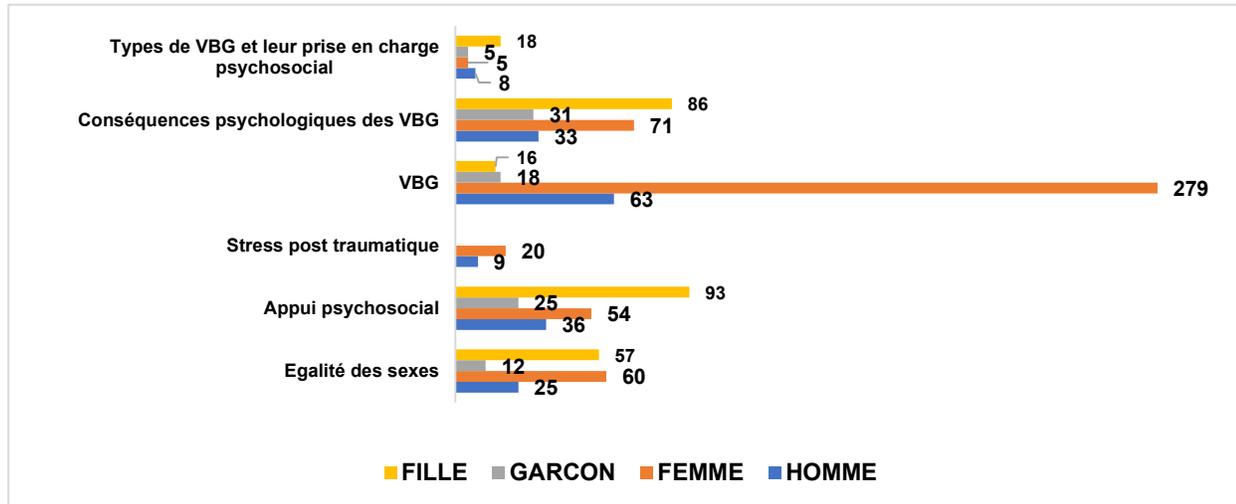
ICAHN-International travaille en étroite collaboration avec les services déconcentrés en charge de l'Action Humanitaire de la région du Centre-Nord, surtout dans le domaine des assistances à apporter aux personnes à besoin spécifique et aux cas individuels de protection.

XI. PROTECTION BASEE SUR LA COMMUNAUTE - COMITES DE PROTECTION

11.1. Des sensibilisations réalisées par les psychologues

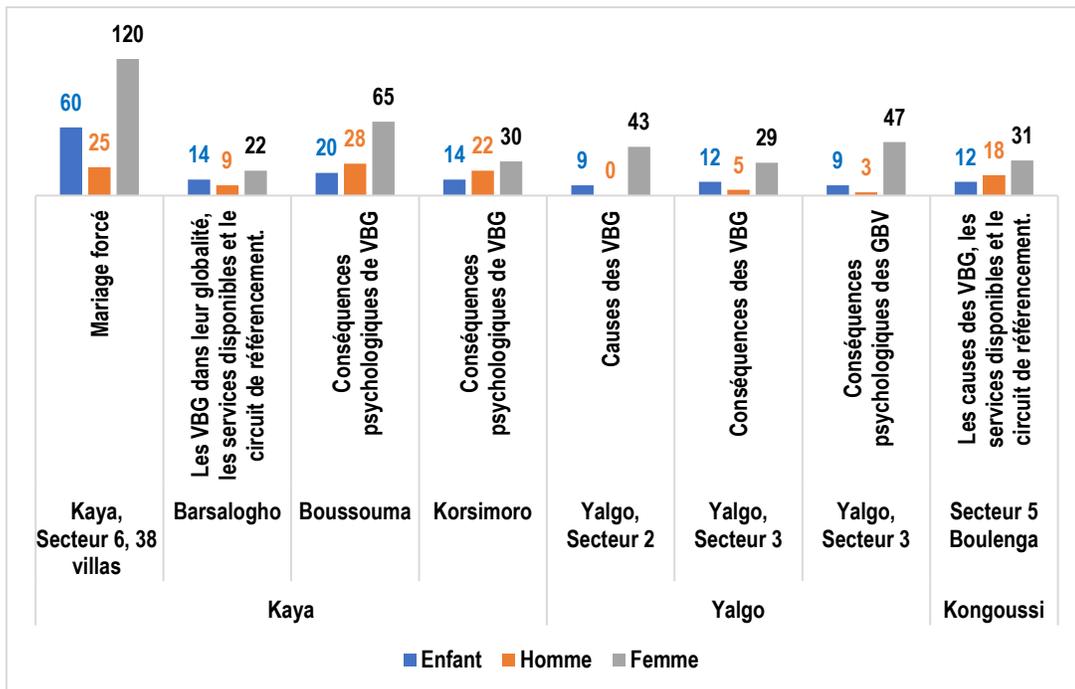
Les activités de groupes et les sensibilisations ont concerné 1019 personnes, dont 658 adultes (174 hommes et 484 femmes) et 361 enfants (91 garçons et 270 filles). Ces activités créent des liens entre les individus, mais aussi leur apportent des connaissances sur certains sujets/faits sociaux pouvant entraver la vie communautaire.

Les activités de soutien psychosocial sont expliquées à ces populations déplacées afin de leur permettre de comprendre certains concepts clés comme l'appui psychosocial, le stress, le stress post traumatique, sa gestion et son signalement aux structures spécialisées. Les enfants ont, quant à eux, été intéressés sur les questions du genre afin de prévenir certains comportements liés aux VBG.



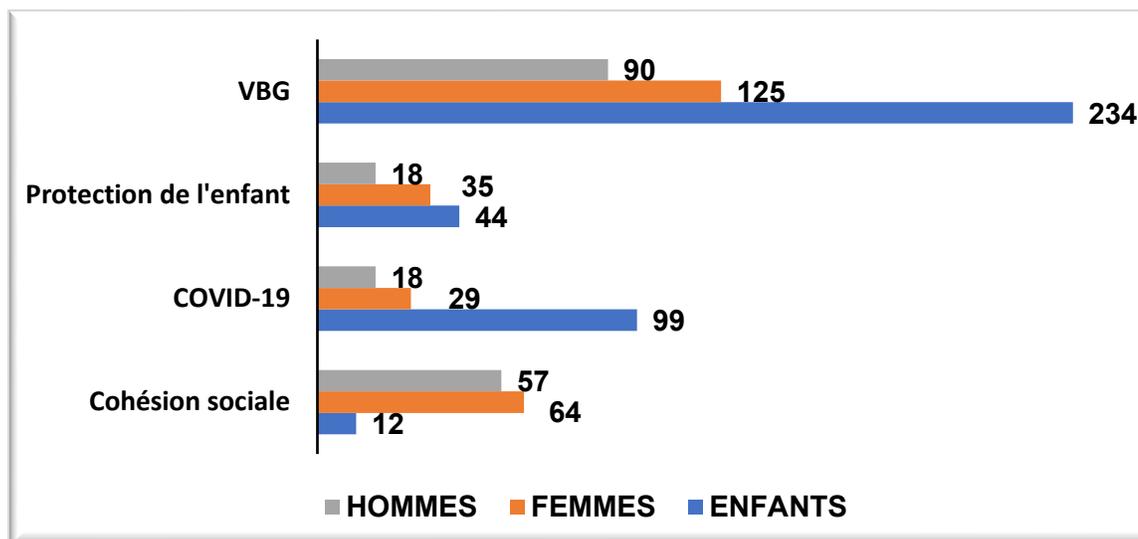
11.2. Des sensibilisations réalisées par les équipes mobiles

Avec la mise en marche des équipes mobiles, plusieurs sensibilisations ont été menées auprès des populations afin de les informer sur l'existence de l'équipe mobile, son champ d'action, ses cibles, ses interventions dans les zones couvertes. Différentes thématiques ont surtout été abordées lors de ces séances comme l'indique le graphique ci-dessous :



11.3. Des sensibilisations réalisées par les comités de protection

Au cours du mois, les comités de protection ont poursuivi leurs activités de sensibilisation en tenant compte des mesures barrières et de distanciation édictées dans la cadre de la lutte contre la COVID-19. Quinze (15) séances de sensibilisation ont été réalisées. La figure ci-dessous présente le nombre de personnes touchées par ces séances de sensibilisations selon les thématiques abordées :



Les activités entrant dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 se sont poursuivies à travers trente-quatre (34) séances de sensibilisation réalisées sur la prévention contre la pandémie avec les mégaphones. Elles ont été menées par les comités de protection des communes de Kaya (11), Pissila (02), Foubé (03), Pensa (02), Namissiguima (02), Barsalogho (06), Bouroum (01), Dargo (01), Yalgo (03), Boulsa (04). Au total, mille-trente-neuf (1039) personnes ont été touchées dont deux-cent-quatre-vingt-huit (288) hommes, cinq-cent-quarante-deux (542) femmes et deux-cent-neuf (209) enfants.

XII. LEADERS COMMUNAUTAIRES/AUTORITES LOCALES/SOCIETE CIVILE

La stratégie d'intervention est basée sur une bonne interaction et collaboration avec les autorités locales et les leaders communautaires qui restent la porte d'entrée pour toutes les activités sur le terrain. Elles autorisent et/ou participent aux séances de sensibilisation sur la promotion de la cohésion sociale et de la culture de la paix dans les communautés afin de faciliter une bonne intégration des personnes déplacées internes dans les localités d'accueil. Par exemple, les interventions de ICAHD-International prennent en compte aussi bien les PDI que la communauté hôte. Les comités de protection et les techniciens d'appui communautaire sont des acteurs clés dans la mise en œuvre de certaines activités de la structure.

XIII. SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION

ICAHD-International a participé à un atelier sur la Protection du 8 au 9 septembre, organisé par le Cluster Protection et facilité par la Coordinatrice du cluster à Kaya avec la participation de la Direction régionale de l'Action Humanitaire et autres structures étatiques, d'organisations humanitaires locales et internationales.

Il faut également noter la participation active de l'organisation aux différentes réunions sectorielles, groupes de travail et domaines de responsabilité (santé mentale et soutien psychosocial VBG, protection, de santé communautaire, logistique).

Une rencontre de travail a eu lieu avec le nouveau Chef de la Sous-délégation de HCR/Kaya et son équipe où il a été question des nouvelles stratégies de collaboration et de gestion de l'information dans un contexte de mutation du HCR/Kaya en sous-délégation.

XIV. RECOMMANDATIONS GENERALES

DOMAINES	RECOMMANDATIONS	ACTEURS	NIVEAU D'URGENCE
Abris/AME	Apporter un appui en abris et en AME aux personnes sinistrées de Kaya, Tougouri et Boulsa	UNHCR ICAHD-International Autres acteurs	Urgent
Prévention de la Covid-19	Doter les établissements scolaires de dispositifs de lave-mains	ICAHD-International UNHCR	Urgent
	Distribuer 3 000 cache-nez aux PDI et aux populations hôtes	ICAHD-International UNHCR	Urgent
Protection	Renforcer les capacités des comités de protection sur les premiers secours	ICAHD-International/Tous les acteurs intervenant dans la prise en charge psychosociale.	Permanent
Protection de l'enfance	Réaliser une évaluation rapide des besoins urgents (scolarisation / documentation) des enfants PDI de Kaya, Yalgo, Kongoussi et Barsalogho	ICAHD-International/Tous les acteurs intervenant dans la protection de l'enfance	Urgent